

# Environnement, discours et pouvoir

L'approche *Political ecology*

Denis Gautier  
Tor A. Benjaminsen  
coordinateurs



Environnement, discours  
et pouvoir  
L'approche *Political ecology*

Coordonné par  
Denis Gautier et Tor A. Benjaminsen

Éditions Quæ

## *Collection Update Sciences & Technologies*

De l'eau agricole à l'eau environnementale  
Résistance et adaptation aux nouveaux enjeux de partage de l'eau en Méditerranée  
Chantal Aspe, coordinatrice  
2012, 380 p.

Exploitations agricoles, stratégies paysannes et politiques publiques  
Les apports du modèle Olympe  
Éric Penot, coordinateur  
2011, 336 p.

Insectes ravageurs des graines de légumineuses  
Biologie des Bruchinae et lutte raisonnée en Afrique  
J. Huignard, I.A. Glitho, J.-P. Monge, C. Regnault-Royer, coordinateurs  
2011, 146 p.

Companion Modelling  
Michel Étienne, coordinateur  
2011, 384 p., e-book

Analyses économiques du paysage  
Walid Oueslati, coordinateur  
2011, 248 p.

Géographie des interfaces  
Une nouvelle vision des territoires  
Corinne Lampin-Maillet, Sandra Pérez, Jean-Paul Ferrier, Paul Allard, coord.  
2010, 168 p.

Coopérations, territoires et entreprises agroalimentaires  
Colette Fourcade, José Muchnik, Roland Treillon  
2010, 136 p.

La modélisation d'accompagnement  
Une démarche participative en appui au développement durable  
Michel Étienne, coordinateur  
2010, 384 p.

Douleur animale, douleur humaine  
Données scientifiques, perspectives anthropologiques, questions éthiques  
Jean-Luc Guichet  
2010, 218 p.

© Éditions Quæ, 2012 ISBN 978-2-7592-1819-6  
RD 10 78026 Versailles Cedex, France

ISSN 1773-7923

Le code de la propriété intellectuelle interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique, et est sanctionné pénalement. Toute reproduction, même partielle, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, Paris 6°.

# Sommaire

Introduction à la <i>political ecology</i> .....	5
Denis Gautier et Tor A. Benjaminsen	
Chapitre 1. Qu'est-ce que la <i>political ecology</i> ?.....	21
Paul Robbins	
Chapitre 2. Situer les <i>political ecologies</i> : l'exemple du caoutchouc .....	37
Nancy Lee Peluso	
Chapitre 3. Histoire environnementale et <i>political ecology</i> des marais du Scamandre en Camargue occidentale.....	65
Raphaël Mathevet et Alexandre Couespel	
Chapitre 4. <i>Political ecology</i> des discours environnementaux internationaux : le cas de l'approche par écosystème de la Convention de la diversité biologique (CDB) .....	87
Monica Castro et Guillaume Ollivier	
Chapitre 5. Discours et pratiques de conservation en Afrique.....	111
Tor A. Benjaminsen et Hanne Svarstad	
Chapitre 6. Discours et récits sur l'environnement et le développement. L'exemple de la bioprospection .....	135
Hanne Svarstad	
Chapitre 7. Intégrer l'écologie dans la <i>political ecology</i> : feux de brousse et émissions de gaz à effet de serre dans le nord de la Côte d'Ivoire .....	161
Thomas J. Bassett et Moussa Koné	
Chapitre 8. Changements climatiques et conflits au Sahel .....	181
Tor A. Benjaminsen	
Chapitre 9. La Seine, le Rhône et la Garonne : trois grands fleuves et trois représentations scientifiques .....	201
Gabrielle Bouleau et Sara Fernandez	

Chapitre 10. La gestion de l'eau et les apports d'une approche par la <i>political ecology</i> .....	219
François Molle	
Chapitre 11. <i>Political ecology</i> et émergence de territorialités inattendues : l'exemple de la mise en place de forêts aménagées dans le cadre du transfert d'autorité de gestion au Mali .....	239
Denis Gautier et Baptiste Hautdidier	
Liste des auteurs .....	255

## Remerciements

Ce livre est d'abord l'histoire d'une rencontre scientifique et amicale entre Hombori au Mali, Oslo et Montpellier, des deux coéditeurs, entre 2006 et 2008. De cette rencontre a germé l'idée d'une école-chercheur en *political ecology* en France, qui s'est formalisée dans les couloirs de la rencontre annuelle de l'*Association of American Geographers* à Boston en 2008.

Nos remerciements vont tout d'abord au service de formation du Cirad, et en particulier à Michel Arnaud, qui a rendu possible l'organisation de cette école en juin 2009, à Lauret (34). À ce service de formation du Cirad, se sont associés le projet Seter – financé par la Fondation Agropolis – et l'IRD qui ont contribué au succès de l'organisation de cette école-chercheur, à la base de ce projet de publication.

Nous remercions particulièrement et très chaleureusement Nancy Peluso, Tom Bassett et Paul Robbins d'avoir accepté de participer très activement à cette école-chercheur. Leur participation à cet événement n'est pas étrangère à l'invitation qui leur a été faite de participer au même moment au projet Seter – coordonné par François Bousquet, Martine Antona et Denis Gautier – qui visait à comparer les grandes approches des systèmes socio-écologiques à travers l'analyse des quatre cas d'étude. Une semaine durant, ils ont apporté avec enthousiasme aux participants de cette école-chercheur, des éléments théoriques et pistes de recherche individualisées dont certains chapitres de ce livre sont en partie les fruits.

Ce livre doit beaucoup au service de publication du Cirad qui l'a rendu possible grâce à son soutien financier. Les Unités de recherche *Biens et services des écosystèmes forestiers tropicaux* (UR BSEF) et *Gestion des ressources renouvelables et environnement* (UR Green) du Cirad, ainsi que Noragric de l'Université norvégienne des Sciences de la vie ont également apporté leur soutien à la traduction des chapitres en français.

Ce livre est le fruit d'une belle aventure collective à laquelle il convient également d'associer Monica Castro et Gabrielle Bouleau, qui y ont grandement contribué par leur enthousiasme et leurs apports scientifiques.

# Introduction à la *political ecology*

DENIS GAUTIER ET TOR A. BENJAMINSEN

L'origine de l'approche scientifique *political ecology* remonte aux travaux fondateurs de Piers Blaikie et de Michael Watts dans les années 1980. Ce terme a toutefois été proposé pour la première fois dans les années 1970 par le journaliste Alexander Cockburn, l'environnementaliste Graham Beackhurst et l'anthropologue Eric Wolf. Ils l'ont défini comme une façon de conceptualiser la relation entre l'économie politique et la Nature dans un contexte de mouvements environnementaux. Malgré l'extraordinaire foisonnement qu'embrassera plus tard ce courant de pensée, notamment en Amérique du Nord, les concepts-clés de la *political ecology* sont posés dans cette définition. L'essentiel des recherches de cette approche se situe, en effet, à la conjonction d'un *pattern* d'interactions environnement-sociétés constitué des trois éléments suivants : les intérêts économiques, les changements écologiques et les luttes politiques. Au sein de ce *pattern*, une emphase particulière est mise par les *political ecologists* sur la dimension politique des rapports homme-environnement, en lien notamment avec des mouvements sociaux nés des inégalités des droits d'accès et d'usage de la ressource (Paulson *et al.*, 2003 ; Walker, 2006 ; Walker, 2007).

Cependant, l'environnement et plus particulièrement les dynamiques des ressources prises sous l'angle de la dégradation, mais aussi de la gestion et de la restauration ne sont pas absents de la *political ecology*, même si ce point est régulièrement débattu (Walker, 2005). À partir de leur perspective d'écologie culturelle, Vayda et Walters (1999) ont critiqué le fait qu'à force de porter une considération particulière à la dimension politique des interactions environnement-sociétés et des changements environnementaux, la *political ecology* était devenue, par réaction à une « écologie sans politique », des « études politiques sans écologie ».

Il est vrai que l'engagement politique caractéristique de la *political ecology* amène quelques fois à mettre davantage l'accent sur les politiques d'accès et de contrôle de la ressource, aux dépens des implications biophysiques des conflits que ces politiques engendrent (Turner II, 1997). Néanmoins, l'environnement n'est jamais absent des recherches en *political ecology* (Zimmerer *et al.*, 2003 ; Zimmerer, 2006) comme objet ou co-sujet. Du reste, Michael Watts a apporté une réponse convaincante à la controverse

soulevée par Vayda et Walters dans un texte non publié de 2003 cité par Peter Walker (2005). Il a affirmé que l'environnement est une question de savoirs, de représentations et de facteurs biophysiques. La *political ecology* permet d'ouvrir les catégories de l'environnement lui-même, mais aussi d'explorer ses formes multiples de représentation.

Dans ce livre, l'expression *political ecology* sera maintenue en anglais. Ce n'est pas un choix par coquetterie, mais c'est parce qu'elle est difficilement traduisible en français et que l'expression «écologie politique» recouvre une autre réalité. En France, le socle de l'écologie politique est politique ; il n'est pas universitaire comme aux États-Unis (Whiteside, 2002). Il ne s'adosse pas à la géographie en France, alors que les questions de droit d'accès et de contrôle de la ressource ont été fondatrices de la *political ecology* anglo-saxonne. Surtout, la manière de concevoir le rapport humains-environnement en France et aux États-Unis n'est pas la même. Marquée par l'un ou l'autre aspect aux États-Unis, la *political ecology* est comprise dans les rapports aux terroirs, aux territoires et aux paysages en France. Cela a permis de générer des réflexions et de nourrir des controverses passionnantes depuis Vidal de la Blache et Elisée Reclus. Afin d'éviter les ambiguïtés sémantiques, nous utiliserons donc le terme de *political ecology* pour désigner l'approche scientifique qui est l'objet de ce livre.

## La *political ecology* dans l'histoire des idées

### Une recherche engagée

Pour bien comprendre l'évolution de la *political ecology* dans l'histoire des idées, deux clés sont nécessaires. Elles touchent davantage à l'engagement politique des chercheurs impliqués qu'à l'épistémologie.

D'abord, il est difficile de dissocier, pour ce qui concerne la *political ecology*, ce qui relève de l'évolution de la pensée scientifique de l'engagement politique, dans la veine des trajectoires d'Elisée Reclus et de David Harvey (Frémont, 2005). La *political ecology* est à la fois un courant scientifique et un engagement citoyen. Elle a trouvé naissance dans les courants de la pensée radicale des années 1960 et 1970, au sein de l'anthropologie et de la géographie. L'émergence de l'approche *political ecology* a ainsi été fortement influencée par l'anthropologie économique de Claude Meillassoux qui a étudié les systèmes économiques des sociétés pré-capitalistes, notamment chez les Gouro de Côte d'Ivoire, en utilisant les concepts marxistes d'infrastructure, de superstructure ou de matérialisme historique (Meillassoux, 1964) et dont le « séminaire de la rue de Tournon » associait la recherche intellectuelle à la passion militante ; ainsi que par l'anthropologie politique d'Emmanuel Terray (1969) qui s'inscrit dans le projet marxiste de Louis Althusser (Althusser, 1965 [1996] ; Althusser *et al.*, 1965 [1996]). C'est en partie cette influence des penseurs français qui a permis aux pères fondateurs, Piers Blaikie et Michael Watts, d'intégrer les dimensions politiques de la lutte des classes dans l'écologie culturelle et d'établir les bases de la *political ecology* (Shenton et Watts, 1979).

En revanche, les travaux de géographie tropicale de Pierre Gourou (1936) ne sont jamais cités par les penseurs de la *political ecology*. Sans être marxiste, Pierre Gourou aurait pourtant pu être un inspirateur de ce courant de pensée, s'il ne s'était pas arrêté à la porte du politique. Il avait conceptualisé les techniques d'encadrement du monde paysan,



en les assimilant aux superstructures, pour expliquer la construction de l'espace des sociétés et les densités de population. Il a ainsi réalisé des ponts entre les économies politiques et les environnements à l'échelle des régions. D'une certaine manière, son œuvre annonçait les travaux sur l'espace vécu, ainsi qu'une inquiétude environnementale qui sont présents dans l'approche *political ecology*. Mais, il est vrai aussi que Pierre Gourou s'intéressait davantage à l'art de vivre tropical (Gourou, 1947) et aux civilisations qu'au combat pour la décolonisation. Ce positionnement lui a été reproché, tant dans le monde de la géographie tropicale anglophone (Clayton et Bowd, 2006) que dans le monde de la géographie radicale qui étaient farouchement anti-impérialistes.

En définitive, les chercheurs travaillant dans une perspective de *political ecology* sont à la fois des scientifiques généralement marxistes ou post-structuralistes et des scientifiques engagés. À notre sens, il s'agit là d'une des spécificités de cette approche. Les questions des chercheurs se rattachant au courant de la *political ecology* sont façonnées par leurs convictions politiques. Du reste, cela peut parfois nuire à la neutralité de l'argumentation scientifique au profit d'un certain populisme en faveur des ruraux, et au détriment des régulations que les environnementalistes proposent (McCarthy, 2002).

Il est également difficile de dissocier l'histoire de la *political ecology* de celle des recherches sur le développement des pays du Sud. Courant très fécond dans les recherches américaines sur les rapports entre les sociétés et leur environnement, la *political ecology* a ainsi trouvé de nombreuses applications dans les pays du Sud (Bryant et Bailey, 1997 ; Bryant, 1998), en particulier en ce qui concerne les mouvements sociaux liés aux questions environnementales. Les *political ecologists* se sont spécialement intéressés aux situations où certains groupes sociaux sont spoliés de leurs droits fondamentaux ; en particulier, ceux du droit à un territoire, à une identité et à l'autonomie politique. Ces droits concernent aussi la liberté d'exprimer un point de vue sur les questions de développement et d'économie (Escobar, 1995).

Tout scientifique engagé contre l'exploitation des ressources naturelles des pays du Sud par les pays occidentaux est-il, pour autant, un *political ecologist* ? Pour prendre l'un des plus célèbres d'entre eux, René Dumont était-il un *political ecologist* avant de devenir le premier écologiste dans l'arène politique française, à l'occasion de la présidentielle qui fit suite à la mort de Pompidou en 1974 ? Le jeune et brillant agronome soutenait que les liens entre les hommes et leurs champs reposaient essentiellement sur les relations de pouvoir existant entre les hommes eux-mêmes. Ces liens constituaient un socle entre l'agriculture et un développement industriel de qualité. Par ailleurs, René Dumont considérait que les bonnes relations sociales entre les hommes étaient basées sur de bons rapports entre les hommes et les femmes, affirmant ainsi sa croyance en la nécessité d'émanciper ces dernières. Enfin, il fût un des premiers à dénoncer le fossé grandissant entre les pays du Nord et les pays du Sud (Dumont, 1962). Ses préoccupations sont, de fait, assez similaires à celles des *political ecologists* anglo-saxons : les luttes de pouvoir, la domination du Sud par le Nord et les considérations de genre. Toutefois, deux éléments conduisent à ne pas rattacher René Dumont à ce qui serait l'équivalent d'un courant de la *political ecology* en France. D'une part, son orientation précoce vers une comparaison des agricultures du monde plutôt que la connaissance approfondie d'un terrain, avec la mise en évidence des effets environnementaux et sociaux locaux produits par les jeux de pouvoir à différentes échelles. D'autre part et surtout, René Dumont adoptait des analyses aux accents parfois néo-malthusiens que récusent les *political ecologists*.

## Rupture idéologique dans l'étude de la relation humains-environnement

La rupture la plus marquante est celle qui a été opérée dans les années 1970 par la géographie radicale<sup>1</sup> vis-à-vis des recherches environnementales dominantes à cette époque, qui n'étaient pas assez politisées à son sens (Peet et Watts, 1996b). Même si l'émergence de la géographie radicale est issue d'un vaste chantier de révision de la géographie américaine débutée dans les années 1960, c'est surtout à partir des années 1970 qu'elle acquiert ses lettres de noblesse. C'était à la suite d'une longue campagne idéologique menée principalement dans la revue *Antipode*. Il s'agissait alors de lutter contre les idées néo-malthusiennes qui traitaient, de façon assez mécanique, les relations entre la croissance démographique et les crises environnementales (Lowe et Worboys, 1978).

On peut considérer que les critiques portées contre les travaux s'appuyant sur des théories néo-malthusiennes – dont le social et la politique étaient quasiment absents – sont véritablement fondatrices de la *political ecology* (Bryant, 2001 ; Robbins, 2004). Pour Peluso et Watts (2001), la *political ecology* offre un mode d'explication des conflits alternatif à celui que propose la théorie néo-malthusienne de la raréfaction des ressources (Homer-Dixon, 1999). En proposant un cadre de pensée issu de l'économie politique, elle permet de comprendre les divers jeux de pouvoir affectant les acteurs et les lieux, ainsi que les circonstances spécifiques dans lesquelles la crise environnementale s'exprime.

Outre la critique des analyses néo-malthusiennes, la *political ecology* s'est également forgée dans une critique contre les théories de la modernisation et de l'efficacité économique qui portent peu d'attention à l'influence des pouvoirs politico-économiques. Ces théories perçoivent les crises environnementales essentiellement comme le résultat d'une adoption inappropriée des techniques économiques modernes de gestion, d'exploitation et de conservation. Elles ne considèrent pas que ces crises soient le résultat de ces luttes de pouvoirs pour l'accès aux ressources (Watts, 2000).

James C. Scott (1976), qui est l'un des représentants majeurs de ce qu'il est convenu d'appeler les études paysannes, s'est attaché à analyser la rationalité des petits paysans. En particulier, il a étudié les raisons pour lesquelles ces paysans s'opposent souvent à ce qui est considéré comme la « modernisation », sans pour autant qu'ils puissent être qualifiés d'irrationnels ou inefficaces (Scott, 1985). Sur le plan sémantique, les logiques paysannes sont, en effet, bien souvent opposées à l'idée de rationalité technique. Elles renvoient aux préjugés en rapport avec leurs mentalités, leurs pratiques extensives prétendument inadaptées et la faiblesse de leur productivité.

Cette opposition a été débattue lors d'un colloque organisé à Ouagadougou en 1978. Il était intitulé : « Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique ». Paul Pélissier y avait notamment démontré l'efficacité du système extensif des paysans soudano-sahéliens ; si on le rapporte au travail effectué, et non à la surface exploitée. Pélissier (1979) affirmait que : « la productivité maximale du travail est assurée par la consommation de l'espace ». De fait, cela amène les agronomes à réviser leur notion de la productivité en y intégrant la dimension spatiale. Plusieurs décennies plus tard, cette opposition entre les logiques paysannes et

<sup>1</sup> La géographie radicale a peu d'équivalent en France où elle pourrait être qualifiée de gauchiste. En plus, cette expression serait une traduction imparfaite, puisque la notion est fondée à partir des arguments marxistes non orthodoxes pour dénoncer la tendance scientiste de la nouvelle géographie. En France, cette tendance est portée par des gauchistes (dont le groupe Dupont), mais à forte orientation quantitativiste et ayant parfois des préjugés à l'égard de ce qui n'est pas directement quantifiable.

la rationalité technique est à nouveau interrogée, non plus par des géographes africanistes français, mais par des géographes africains. Dans un contexte de mondialisation et d'urbanisation, la question est désormais de savoir si les efforts de modernisation et de participation locale ont produit les effets escomptés (Atta et Zoungrana, 2010).

Dans son ouvrage, James Scott (1976) démontre que les petits paysans tentent de prévenir les risques en développant des dispositifs sociaux de redistribution des excédents des bonnes années climatiques. Ces excédents sont destinés à protéger l'ensemble de la société contre les effets des mauvaises années. Cela peut prendre la forme d'un partage de la terre et de la main-d'œuvre avec d'autres paysans.

En s'appuyant sur les travaux de Scott et sur un cadre d'analyse marxiste, Michael Watts a également apporté une sévère critique contre la théorie de la modernisation qui peut être considérée comme sa première contribution à la *political ecology* (Watts, 1983). Il y démontre, dans le cas des petits paysans du nord du Nigeria, comment la capitalisation croissante des échanges entre les villages et avec les villes a eu des conséquences négatives pour l'environnement. La capitalisation a également conduit à une marginalisation économique des paysans et à la famine. L'explication, qu'il donne à ces effets négatifs de la libéralisation du marché, est que les paysans étaient amenés à cultiver davantage pour le marché. De ce fait, ils se trouvèrent dans l'obligation de prendre plus de risques, notamment en modernisant leurs systèmes de production. De plus en plus dépendants des fluctuations du marché, ils ont recouru à l'emprunt. Pour rembourser leurs dettes, ils devinrent des ouvriers agricoles sous-payés, produisant des cultures de rente au détriment des cultures vivrières. Ce processus conduisit à des cas de famine, mais également à une détérioration des terres agricoles en raison d'une baisse de l'investissement dans la main-d'œuvre et de l'érosion des sols.

D'une façon générale, la *political ecology* conteste l'idée que la dégradation environnementale puisse être appréhendée uniquement par une approche *objective* relevant des domaines de la science et de la technique. En effet, ces domaines ne peuvent, à eux seuls, expliquer la dégradation environnementale. Et, l'action publique ne peut pas s'appuyer uniquement sur leurs résultats. La *political ecology* ne tente pas de se dissimuler derrière une objectivité ou une *scientificité* illusoire (Robbins, 2004). Elle essaie au contraire de voir la Nature, non pas comme un terrain neutre en dehors de l'histoire des hommes et des relations sociales, mais comme un acteur faisant partie d'un contexte géographique et historique spécifique. Considérant les écosystèmes comme non politiquement inertes, la *political ecology* essaie de comprendre les processus impliqués dans la production des ressources naturelles, en prenant en compte la perception des acteurs et leurs filtres culturels. Les ressources naturelles sont alors utilisées, vécues et interprétées socialement.

## Évolution épistémologique de la *political ecology*

La *political ecology* n'est pas née seulement en réaction aux théories néo-malthusianistes, ou en opposition à l'inefficacité économique de l'idée occidentale de modernisation. Elle s'est également construite en lien avec des cadres de pensée. Même si son histoire est encore récente (une quarantaine d'années), elle présente déjà des successions épistémologiques.

Les prémices de cette évolution épistémologique se situent dans les années 1960 et 1970. Les précurseurs de la *political ecology* partageaient alors l'idée que l'écologie culturelle et l'anthropologie écologique sont trop localisées et statiques pour être

complètement opérationnelles dans la compréhension des relations humains-environnement. Ces disciplines ambitionnent, en effet, d'expliquer le lien entre la culture et les pratiques de gestion de l'environnement en matière de comportements réactifs ou de stratégies adaptatives, à l'échelle de l'écosystème et dans une approche essentiellement systémique et fonctionnaliste. Toutefois, l'analyse systémique et l'analyse des flux d'énergie restreignent bien souvent l'étude des communautés écologiques et culturelles à un niveau local. Pourtant, il convient de dépasser ce niveau, si on veut prendre en compte les structures économiques et politiques qui influencent les activités et les stratégies des populations en tous lieux (Wolf, 1972 ; Hjort, 1982 ; Peet *et al.*, 1996b).

La volonté de dépassement des limites de l'anthropologie écologique par son intégration aux analyses structurelles politico-économiques est fondatrice de la *political ecology* qui se trouve alors être définie, dans une première version, comme la fusion de l'écologie culturelle et de l'économie politique (Bryant, 1992 ; Peet *et al.*, 1996b). Une étude des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans le nord de la Côte d'Ivoire savanicole (Bassett *et al.*, 1988) répond à la nécessité émise par Wolf (1972) de contextualiser les réalités écologiques locales dans une économie politique plus large.

Plusieurs définitions de référence de la *political ecology* (Robbins, 2004) relèvent de cette fusion entre des sciences sociales à fort ancrage écologique et l'économie politique. Parmi elles, on peut relever celles de :

- Blaikie et Brookfield, (1987). « La *political ecology* combine les préoccupations de l'écologie et l'économie politique au sens large. Ensemble, cela englobe la dialectique sans cesse changeante entre la société et les ressources naturelles, mais aussi au sein des classes et des groupes de la société elle-même ;
- Greenberg et Park (1994). « La *political ecology* est une synthèse de l'économie politique – avec un accent sur la nécessité de distribuer l'énergie en fonction de l'activité productive – et l'analyse écologique dans sa vision la plus large des relations bio-environnementales » ;
- Peet et Watts (1996a). « La *political ecology* est au carrefour entre les sciences sociales écologiquement enracinées et les principes de l'économie politique » ;
- Escobar (1999). « La *political ecology* est l'étude des articulations multiples de l'histoire et de la biologie, ainsi que de la médiation culturelle grâce à laquelle ces articulations sont nécessairement établies ».

L'économie politique est ici comprise au sens anglo-saxon de la *political economy*. C'est un courant des sciences sociales qui décrit et analyse l'activité économique par rapport aux données politiques. Elle essaye d'expliquer le fonctionnement et de trouver les lois qui régissent l'activité économique par rapport à l'action des pouvoirs publics. Cette approche est essentiellement d'inspiration marxiste, avec une emphase sur les questions de production et un cadre de pensée structuraliste. Toutefois, la relativisation du poids de l'économie par les faits politiques ou culturels conduit parfois à parler d'approche néo-marxiste.

La première version de la *political ecology*, de la fin des années 1970 au milieu des années 1980, est fortement marquée, du fait de son intimité avec l'économie politique, par l'explication marxiste du monde et le cadre de pensée structuraliste (Watts, 1983 ; Blaikie, 1985 ; Bunker, 1985). Les conflits environnementaux locaux sont alors essentiellement expliqués en termes de lutte des classes et de domination par les forces capitalistes, sans forcément mettre en évidence l'importance des interactions entre les acteurs ou entre les institutions locales dans la définition des droits d'accès et d'usage des ressources.

La prise en compte d'une plus grande complexité, dans la manière dont les relations de pouvoirs façonnent les interactions environnement-sociétés, va conduire à un dépassement du cadre de pensée marxiste, trop déterministe. Elle inaugure une deuxième ère épistémologique de la *political ecology* à partir de la fin des années 1980. Les influences théoriques de cette deuxième phase sont plus éclectiques. Néanmoins, elles se rattachent plus ou moins à une vision dite poststructuraliste<sup>2</sup> : la Nature (et les identités et intérêts des divers agents) est alors considérée comme à la fois non objective et contingente (Escobar, 1996). L'attention est portée sur l'analyse de la forme de la connaissance et sur la manière dont cette connaissance a été produite. Les questions typiques de ce courant de la *political ecology* sont : que savons-nous du changement environnemental ? Et comment cette connaissance a-t-elle été acquise et véhiculée ?

Les travaux sur l'érosion agitaient le monde du développement qui s'inquiétait de l'impact sur la dégradation des sols et des conséquences pour les économies des pays du Sud (Roose, 1977 ; Roose, 1984 ; Piéri, 1989). Ces travaux sont à l'origine de cette évolution de la *political ecology* (Blaikie et Brookfield, 1987 ; Hecht et Cockburn, 1990 ; Guha, 1999 ; Guha, 2000). De nombreux travaux sur la gestion des ressources forestières ont également participé à cette évolution. Parmi eux, on peut citer ceux de Peluso (1992), Fairhead et Leach (1995), Fortmann (1995), Forsyth (2003), Forsyth et Walker (2008).

La carrière de deux auteurs emblématiques de la *political ecology*, Michael Watts et Piers Blaikie, témoigne particulièrement de l'évolution épistémologique de cette approche au cours des vingt-cinq dernières années. Les travaux de Watts s'appuient davantage sur l'analyse politico-économique, alors que ceux de Blaikie sont marqués par les analyses écologiques empiriques. Mais les deux chercheurs montrent un enrichissement d'analyses structuralistes dans les années 1980 par des études de discours dans les années 1990. Cet enrichissement marque un glissement du néo-marxiste au poststructuralisme.

Bien que marxiste à l'origine, Blaikie s'est éloigné, dès les années 1980, de l'approche structuraliste pour intégrer dans ses recherches, la perception qu'ont les acteurs des processus environnementaux. Watts a pourtant reproché à Blaikie de se préoccuper davantage des aspects biophysiques des problèmes, au lieu de leurs racines politiques (Peet et Watts, 1996b ; Watts, 1997 ; Watts, 2002). Il considère que les travaux de Blaikie sont trop empiriques. Ils manquent, selon lui, d'une théorie sociale générale qui puisse expliquer la dégradation de l'environnement. Cependant, cette critique doit être relativisée ; elle peut être prise comme un jugement d'un marxiste repentini. En effet, la *political ecology* est passée d'une vérité marxiste unique à un ensemble de vérités, notamment

<sup>2</sup> Le post-structuralisme est difficile à définir, car il a émergé d'un ensemble varié de réactions d'anciens structuralistes. Parmi eux, il y a Jacques Derrida et Michel Foucault qui ne se sont jamais revendiqués eux-mêmes post-structuralistes. L'utilisation du terme post-structuralisme reste essentiellement le fait d'universitaires et d'éditeurs nord-américains qui se revendiquent de la pensée d'universitaires européens. Mais la nature exacte du post-structuralisme et sa reconnaissance comme un courant philosophique à part entière font toujours l'objet de controverses. Cependant, une constante est que – par réaction au structuralisme qui considère que le signifiant et le signifié sont indépendants – l'objet doit être privilégié aux dépens du sujet, et la culture aux dépens de la nature. C'est aussi la possibilité de mettre en évidence des régularités ou invariants dans la société (Claude Lévi-Strauss), les discours (Vladimir Propp), l'esprit (Sigmund Freud) ou l'espace (David Harvey, Roger Brunet). Le post-structuralisme considère le signifiant et le signifié comme deux composantes inséparables, bien que non unifiées. Quant à elle, la culture est inséparable du savoir. Elle accorde autant d'importance à la manière dont la connaissance a été produite qu'à la connaissance elle-même.

grâce à l'ouvrage de Blaikie et Brookfield (1987) sur la dégradation des sols et la société (Bryant et Goodman, 2008). Blaikie peut donc, de ce fait, être considéré comme un précurseur du changement de paradigme intervenu dans la *political ecology*.

Par ailleurs, la critique inverse a été formulée à l'encontre de Watts lui-même. Ses travaux, emprunts de déterminisme structurel, considèrent que les causes des problèmes environnementaux sont déterminées et qu'elles sont à découvrir dans les structures du capitalisme. Ce faisant, Watts néglige la connaissance fine des processus écologiques à l'œuvre (Vayda et Walters, 1999 ; Benjaminsen et Svarstad, 2009).

Dans les années 1990, Watts a également été touché par la vague post-structuraliste qui déferlait alors sur les sciences sociales. Les travaux de Peet et Watts (1996) comportent une combinaison de marxisme et de post-structuralisme. Ils témoignent de cette influence qui, selon les auteurs, politise encore plus nettement la *political ecology*. Peet et Watts (1996b) développent une idée fertile selon laquelle : « les conflits pour les ressources sont non seulement des conflits pour la maîtrise des ressources matérielles, mais aussi des luttes idéologiques véhiculées par des discours et des récits ».

Héritier de Blaikie, Tim Forsyth (2003) est un auteur emblématique du changement de paradigme de la *political ecology*. Tout en admettant que l'utilisation combinée d'une analyse sociale néo-marxiste et d'une analyse des processus écologiques a permis de mieux comprendre les impacts des mécanismes de pouvoir sur les questions environnementales, il considère qu'elle a produit certaines assertions quelque peu simplistes au sujet des liens entre la mondialisation capitaliste sur la dégradation environnementale (Forsyth et Walker, 2008). En conséquence, certaines utilisations de la *political ecology* constituent, selon lui, une simplification des relations complexes existant entre l'environnement et la société dont il faut se méfier. Pour Forsyth, le questionnement du rôle du capitalisme ne doit pas s'arrêter à son impact sur les humains et les ressources. Mais il doit aussi amener à s'interroger sur la façon dont l'opposition au capitalisme a pu influencer la production de nouvelles explications environnementales (Forsyth, 2003).

## Racines théoriques et méthodologiques de la *political ecology*

Nous avons vu que la *political ecology* est fondée sur des questions communes concernant les luttes politiques, dans un contexte de changement environnemental. Elle s'appuie aussi sur des postures communes de chercheurs politiquement engagés, avec une empathie marquée pour les populations marginalisées. Nous allons démontrer que cette approche mobilise aussi un certain nombre de théories et de pratiques méthodologiques qui sont courantes dans les travaux de *political ecology* :

– *l'écologie culturelle et l'histoire environnementale* sont principalement fondées sur le concept d'adaptation. Les questions-clés en sont les suivantes : quelles sont les stratégies et pratiques d'utilisation et de gestion des ressources par les différents usagers ? Comment ces différents modes d'utilisation des ressources affectent leurs caractéristiques écologiques et biologiques ? Quelles sont les institutions de base pour l'utilisation et la gestion des ressources ? Dans quelle mesure ces modes et pratiques d'utilisation des ressources sont-ils révélateurs d'une adaptation aux changements intervenant dans l'environnement biophysique et social ?

– *L'économie politique*, avec une mise en perspective historique, s'intéresse aux processus d'accès et de contrôle, ainsi que d'accumulation des ressources et de la richesse. Les questions-clés sont citées ci-après : quels changements sont survenus dans les manières dont les ressources sont produites, extraites, utilisées ou gérées ? Comment le processus d'accumulation des richesses survient ? Comment se fait la régulation de l'accès aux ressources et leur contrôle ? Quels genres de processus de marginalisation ou de dépossession se produisent ?

– *Le poststructuralisme, le déconstructionnisme et les études scientifiques* se basent sur l'analyse des discours, des savoirs et des représentations. Les questions-clés en sont les suivantes : quelles sont les revendications ou contre-revendications existant autour d'un conflit ? Quels discours dominants les groupes sociaux ou les institutions avancent-ils pour légitimer leurs revendications ? Quelles sont les origines de ces discours ? Quels récits les différentes parties élaborent-elles pour justifier leurs revendications ?

De ces racines théoriques de la *political ecology*, découle un corpus méthodologique que l'on retrouve dans les écrits de cette approche. Il rassemble les éléments suivants : l'interdisciplinarité, le changement d'échelles, les études détaillées de terrain et l'analyse des discours politiques.

### *L'interdisciplinarité*

À l'intersection des processus naturels et sociaux, la *political ecology* marque une rupture avec les perceptions conventionnelles des problèmes environnementaux en fournissant des explications et des perspectives alternatives sur les rapports humains-environnement. Que l'on pratique une interdisciplinarité par soi-même ou en équipe, la *political ecology* oblige à étudier les différentes réalités et perceptions de phénomènes écologiques et sociaux en interaction. Elle produit :

- des preuves des processus écologiques à l'œuvre ;
- des évidences sur les interdépendances entre ces processus et les populations qui les génèrent et les subissent ;
- des preuves des facteurs politiques et économiques de niveau supérieur qui modifient le jeu des rapports entre les écosystèmes et les populations qui en dépendent.

Quand on s'inscrit dans une perspective de *political ecology*, il ne s'agit rien de moins que de confronter des vérités biophysiques et sociales locales aux politiques qui agissent sur cette dialectique nature-société, et aux discours qui les fondent. À *minima*, l'étude des processus écologiques, des pratiques locales, des perceptions, des jeux institutionnels et des jeux de pouvoir, ainsi que l'étude de l'action politique environnementale sont nécessaires.

### *Le changement d'échelle*

Il est usuel de combiner les échelles de différentes manières dans l'observation et l'analyse géographiques : du niveau local au niveau mondial, en passant par le niveau national et régional, et inversement (Dollfus, 1970 ; Dollfus, 1971).

Dans le domaine de la *political ecology*, Blaikie (1985) puis Blaikie et Brookfield (1987) comptent parmi les premiers à avoir mis en évidence la nécessité du changement d'échelle. Ils ont conçu une méthode qui propose d'utiliser les chaînes causales pour identifier et caractériser l'origine des dégradations écologiques. Cette méthode débute par une étude, à un niveau local, de la gestion des ressources par les individus, les ménages ou les groupes sociaux. Ces populations exploitent les ressources directement, de façon

plus ou moins contrôlée par les règles institutionnelles qui s'appliquent à leur niveau. Cette méthode évalue également l'état de l'environnement en étudiant la déforestation, l'érosion et la dégradation de la qualité des sols, le surpâturage ou la détérioration de la biodiversité. Jusque-là, il s'agit d'une approche identique à la méthode adoptée par l'écologie culturelle. Mais, alors que cette dernière ne s'appesantit pas sur les paramètres externes, c'est justement parmi eux que l'analyse de la *political ecology* cherche des facteurs de causalité qui permettent d'expliquer les changements environnementaux en action au niveau local. Partant des conflits locaux autour de l'usage des terres et des autres ressources, la *political ecology* tente, par le changement d'échelle, de voir s'ils sont, de quelque manière que ce soit, liés aux discours dominants, ainsi qu'aux mécanismes politiques au niveau national, sous-régional ou mondial.

### *Les études détaillées de terrain*

La *political ecology* se base sur des études détaillées de terrain concernant aussi bien les processus écologiques en cours, les pratiques des acteurs et leurs perceptions de l'environnement, que les jeux de pouvoir qui contraignent ces pratiques et modifient les perceptions.

Parmi les nombreux travaux exemplaires qui soulignent la nécessité de recueillir des preuves biophysiques et sociales précises et détaillées à l'échelle locale pour les confronter aux discours environnementaux dominants, on peut relever ceux de Bassett et Zuéli (2000) et (Robbins *et al.*, 2007). Bassett et Zuéli traitent des décalages entre la conception, la mise en œuvre du Plan national d'action environnemental en Côte d'Ivoire et les réalités écologiques de terrain. Robbins (1998) traite, dans le cas des espaces arides du Rajasthan en Inde, des liens entre les formes institutionnelles et leurs impacts environnementaux. Dans les deux exemples, il y a une confrontation des politiques ou des normes environnementales, qui s'appuient sur des discours, et des résultats d'analyses écologiques et sociales à l'échelle locale. Cette confrontation est l'une des spécificités de la *political ecology*.

### *L'analyse des discours politiques et des idées préconçues*

L'une des originalités de la *political ecology* est d'analyser les discours afin de les confronter aux faits. Les vérités environnementales scientifiquement établies sont interrogées, de même que les arguments sur lesquels reposent les politiques publiques environnementales (Forsyth, 1996 ; Leach et Mearns, 1996 ; Kull, 2004 ; Benjaminsen *et al.*, 2006).

Ce mode d'analyse est intrinsèquement historique. Les *political ecologists* examinent les différents discours ou *révélés* pour faire ressortir la stratégie politique des principales parties prenantes (gouvernements, multinationales et environnementalistes). Un discours peut être défini comme une aire d'expression d'un point de vue. Ce point de vue est relatif à un groupe d'institutions ou de communautés épistémiques concernées par un nombre limité d'objectifs. En bref, un discours est une articulation entre savoir et pouvoir ou un « régime de savoirs » au sens d'Adger *et al.* (2001).

La *political ecology* porte ainsi une attention particulière aux analyses de discours, notamment en ce qui concerne l'histoire des relations entre les sociétés et leurs environnements – plus que pour les descriptions – comme mode d'explication des dysfonctionnements et conflits au niveau local. Ce qui est dit ou écrit est considéré par cette approche comme un objet d'analyse et une source de preuves possibles, au même titre que ce qui peut être observé directement sur le terrain.



L'inspiration de cette méthode a été puisée par les post-structuralistes américains dans l'œuvre de Michel Foucault. En effet, celui-ci a fait des études historiques sur des thèmes comme la folie ou la prison et les peines. Il a montré comment les pratiques au cours des époques sont liées aux discours indiquant ce qui a un sens et ce qui n'en a pas, ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, ainsi que les formes acceptables de dire et de faire (Foucault, 1961 ; Foucault, 1966 ; Foucault, 1975).

Des réserves ont été émises sur certains aspects de l'analyse discursive de Foucault. D'abord, chaque époque historique serait caractérisée par un discours unifié qui fournit la vérité et les bonnes pratiques dans tous les domaines pour Foucault. Or, quand on analyse les discours formulés par exemple au sujet des questions d'environnement à l'échelle planétaire, il n'est pas rare de constater des conflits d'opinion impliquant deux à plusieurs discours dominants (Adger *et al.*, 2001). Par ailleurs, Foucault opère avec ce que l'on peut qualifier de discours sans acteurs (Fox, 1998). Alors que si les discours constituent des structures importantes, ils sont formulés par des acteurs et sont, à ce titre, l'objet d'incessants remaniements et modifications de leur part. Il est donc important d'analyser non seulement les discours, mais aussi les acteurs qui les formulent (Benjaminsen et Svarstad, 2009). Il n'en demeure pas moins que la grande majorité des *political ecologists* se réfèrent à Michel Foucault pour analyser la manière dont les discours dominants établissent des vérités sur l'environnement et le développement. Ces vérités sont déterminantes pour l'action politique (Stott *et al.*, 2000 ; Adger *et al.*, 2001 ; Forsyth, 2003)..

L'analyse du discours sur les questions environnementales a pris une importance particulière avec la mondialisation et la fluidification des échanges d'idées, ainsi que dans la tendance à la domination planétaire d'un petit nombre de discours qui les accompagne ; même s'il existe toujours des points de vue hétérodoxes sur les discours dominants. De tels discours jouent un rôle essentiel dans la façon dont les questions de gestion de l'environnement et du développement sont abordées. Ils influencent aussi les grandes institutions internationales touchant aux questions d'environnement dans leurs choix d'allocation des fonds. Il est donc important d'étudier ces discours.

## Place de la *political ecology* aujourd'hui

Inventée dans les années 1970, la *political ecology* avait pour objectif d'analyser les circonstances politiques qui ont poussé les populations dans des activités à l'origine de changements environnements majeurs et des conflits (Peet et Watts, 1996b). Aujourd'hui, la *political ecology* est une approche et une grille de lecture très large et foisonnante sur les dynamiques sociales à propos de l'accès, de l'usage et du contrôle des ressources.

Les *political ecologists* forment une communauté de pensée et d'action, à travers la formulation de controverses et la démonstration de leurs effets sur l'environnement et sur les populations qui en vivent. Cette communauté a en commun une posture scientifique et un engagement politique. Elle possède aussi un ensemble de méthodes – au lieu d'un corpus théorique qui peut être varié – avec deux paradigmes qui continuent de co-exister : le néo-marxisme et le post-structuralisme.

De façon un peu provocatrice, Paul Robbins considère que la *political ecology* est, au-delà d'un champ de recherche, une approche ou une méthode. C'est un écrit (texte scientifique ou journalistique, site web, etc.) sur le cœur des controverses qui utilisent des éléments aussi bien objectifs que subjectifs (arguments, humeurs, ironies, impératifs

moraux, etc.) (voir le premier chapitre de ce livre). On peut donc considérer un *political ecologist* aussi bien comme un auteur que comme un chercheur. En suivant cette idée, on pourrait en conclure qu'il n'y a pas de *political ecologists*, mais des scientifiques qui, ponctuellement, écrivent des textes se rattachant à la *political ecology*.

Cependant, le courant de la *political ecology* est suffisamment bien défini pour que les chercheurs en sciences sociales – au moins dans le monde anglo-saxon – identifient bien les contours de la communauté scientifique qui s'y rattache, ses perspectives d'étude, ses méthodes et ses journaux de publication. Il nous semble approprié de maintenir le terme, quitte à l'enrichir et à le faire évoluer au contact de traditions de recherche francophones, notamment en milieu tropical. Ces recherches sont peut-être moins cadrées théoriquement que les travaux de *political ecology*, même si le politique n'est pas complètement absent de l'analyse des rapports humains-environnement. Néanmoins, c'est souvent sous une forme plus implicite ou plus limitée à l'échelle locale. C'est l'exemple de Paul Péliissier (1995) qui liait les systèmes agraires et les systèmes politiques au niveau local, dans ses études des terroirs sénégalais. Ce livre ouvre donc, d'une certaine manière, le chantier d'un dialogue entre la *political ecology* et les traditions francophones d'analyse des relations humains-environnement.

## Bibliographie

- Adger W.N., Benjaminsen T.A., Brown K., Svarstad H., 2001. Advancing a political ecology of global environmental discourses. *Development and change*, 32 (4) : 681-715.
- Althusser L., 1965 [1996]. *Pour Marx*. La Découverte, coll. *La Découverte ; Poche*, Paris. 270 p.
- Althusser L., Balibar E., Establet R., Macherey P., Rancière J., 1965 [1996]. *Lire le Capital*. Presses universitaires de France, collection *Quadrige*, Paris. 214 p.
- Atta K., Zoungrana P.T. (eds), 2010. *Logiques paysannes et espaces agraires en Afrique*. Karthala, Collection *Maîtrise de l'espace et développement*, Paris. 384 p.
- Bassett T.J., 1988. The political ecology of peasant-herder conflicts in the northern Ivory Coast. *Annals of the association of american geographers*, 78 (3) : 453 - 472.
- Bassett T.J., Zuéli K.B., 2000. Environmental discourses and the ivorian savanna. *Annals of the association of american geographers*, 90 (1) : 67-95.
- Benjaminsen T.A., Rohde R., Sjaastad E., Wisborg P., Lebert T., 2006. Land reform, range ecology, and carrying capacities in Namaqualand, South Africa. *Annals of the association of american geographers*, 96 (3) : 524-540.
- Benjaminsen T.A., Svarstad, H., 2009. Qu'est-ce que la "political ecology? *Natures sciences sociétés*, 17 (1) : 3-11.
- Blaikie P., 1985. *The political economy of soil erosion in developing countries*. Longman Group Ltd., London; New York. 188 p.
- Blaikie P., Brookfield H. (eds), 1987. *Land degradation and society*. Routledge, London. 296 p.
- Bryant R., Goodman M.K., 2008. A pioneering reputation : assessing Piers Blaikie's contributions to political ecology. *Geoforum*, 39 (2) : 708-715.
- Bryant R.L., 1992. Political ecology : An emerging research agenda in third-world studies. *Political geography*, 11 (1) : 12-36.
- Bryant R.L., 1998. Power, knowledge and political ecology in the third world: a review. *Progress in physical geography*, 2 (1) : 79-94.

- Bryant R.L., 2001. Political ecology: a critical agenda for change? In : *Social nature : theory, practice, and politics* (Castree N., Braun B., eds). Blackwell, London. p. 151-169.
- Bryant R.L., Bailey S., 1997. *Third world political ecology*. Routledge, London, New York. 256 p.
- Bunker S.G., 1985. *Underdeveloping the Amazon: extraction, unequal exchange and the failure of the modern state*. University Chicago Press, Chicago. 296 p.
- Clayton D., Bowd G., 2006. Geography, tropicality and postcolonialism: anglophone and francophone readings of the work of Pierre Gourou. *L'espace géographique*, 3 : 208-221.
- Dollfus O., 1970. *L'espace géographique*. PUF, *Que sais-je ?*, Paris. 126 p.
- Dollfus O., 1971. *L'analyse géographique*. PUF, *Que sais-je ?*, Paris. 126 p.
- Dumont R., 1962. *L'Afrique noire est mal partie*. Éditions du Seuil, Paris. 287 p.
- Escobar A., 1995. *Encountering development: the making and unmaking of the third world*. Princeton University Press, Princeton, NJ. 290 p.
- Escobar A., 1996. Construction nature: elements for a post-structuralist political ecology. *Futures*, 28 (4) : 325-343.
- Escobar A., 1999. After nature: steps to an antiessentialist political ecology. *Current anthropology*, 40 (1) : 1-30.
- Fairhead J., Leach M., 1995. False forest history, complicit social analysis: rethinking some west african environmental narratives. *World development*, 23 (6) : 1 023-1 035.
- Forsyth T., 1996. Science, myth and knowledge: testing himalayan environmental degradation in Thailand. *Geoforum*, 27 (3) : 375-392.
- Forsyth T., 2003. *Critical political ecology. The politics of environmental science*. Routledge, London - New York. 320 p.
- Forsyth T., Walker A., 2008. *Forest guardians, forest destroyers: the politics of environmental knowledge in Northern Thailand*. University of Washington Press, Seattle, WA. 302 p.
- Fortmann L., 1995. Talking claims: Discursive strategies in contesting property. *World development*, 23 (6) : 1 053-1 063.
- Foucault M., 1961. *Histoire de la folie à l'âge classique*. Gallimard, Paris. 688 p.
- Foucault M., 1966. *Les mots et les choses. Une archéologie des sciences humaines*. Gallimard, collection *Bibliothèque des sciences humaines*, Paris. 405 p.
- Foucault M., 1975. *Surveiller et punir naissance de la prison*. Gallimard, Paris. 318 p.
- Fox N.J., 1998. Foucault, foucauldians and sociology. *British journal of sociology*, 49 (3) : 415-433.
- Frémont A., 2005. *Aimez-vous la géographie ?* Flammarion, Paris. 358 p.
- Gourou P., 1936. *Les paysans du delta tonkinois : étude de géographie humaine*. Les Éditions d'art et d'histoire, Paris.
- Gourou P., 1947. *Les pays tropicaux. Principes d'une géographie humaine et économique*. PUF, Paris. 196 p.
- Greenberg J.B., Park T.K., 1994. Political ecology. *Journal of political ecology*, 1 : 1-12.
- Guha R., 1999. *Environmentalism: a global history*. Longman, New York. 176 p.
- Guha R., 2000. *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*. University of California Press, Berkeley, CA. 244 p.

- Hecht S., Cockburn A., 1990. *The fate of the forest: developers, destroyers, and defenders of the Amazon*. Harpercollins, New York. 364 p.
- Hjort A., 1982. A critique of "ecological" models of land use. *Nomadic peoples*, 10 : 11-27.
- Homer-Dixon T.F., 1999. *Environment, scarcity and conflict*. Princeton University Press, Princeton, NJ.
- Kull C. A., 2004. *Isle of Fire: the political ecology of landscape burning in Madagascar*. University of Chicago. 256 p.
- Leach M., Mearns R. (eds), 1996. *The lie of the land: challenging received wisdom on the african environment*. James Carney, London. 256 p.
- Lowe P., Worboys M., 1978. Ecology and the end of ideology. *Antipode*, 10 (2) : 12-21.
- McCarthy J., 2002. First World political ecology: lessons from the wise use movement. *Environment and Planning A*, 34 (7) : 1 281-1 302.
- Meillassoux C., 1964. *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire : de l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*. Mouton, Paris. 382 p.
- Paulson S., Gezon L. L., Watts M. J., 2003. "Locating the political in political ecology: an introduction. *Human Organization*, 62 (3) : 205-217.
- Peet R., Watts M. (eds), 1996a. *Liberation ecologies: environment, development, social movements*. Routledge, New York. 288 p.
- Peet R., Watts M., 1996b. Liberation ecology: development, sustainability, and environment in an age of market triumphalism. In : *Liberation ecologies: environment, development, social movements* (Peet R., Watts M. eds). Routledge, New York. p. 1-46.
- Pélissier P., 1979. Le paysan et le technicien : quelques aspects d'un difficile face-à-face. In : *Actes du colloque de Ouagadougou 4-8 décembre 1978, Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*, Orstom, Centre national de la recherche scientifique et technologique de la Haute-Volta.
- Pélissier P., 1995. *Campagnes africaines*. Arguments, Paris. 318 p.
- Peluso N.L., 1992. *Rich forests, poor people: resource control and resistance in Java*. University of California Press, Berkeley.
- Peluso N.L., Watts M., 2001. *Violent environments*. Cornell University Press, Ithaca, NY. 453 p.
- Piéri C., 1989. *Fertilité des terres de savanes. Bilan de trente ans de recherche et de développement agricoles au sud du Sahara*. CIRAD-IRAT, Montpellier, 444 p.
- Robbins P., 2004. *Political ecology: a critical introduction*. Blackwell, Oxford, 264 p.
- Robbins P., Chhangani A., Rice J., Trigosa E., Mohnot S., 2007. Enforcement authority and vegetation change at Kumbhalgarh wildlife sanctuary, Rajasthan, India. *Environmental management*, 40 (3) : 365-378.
- Roose E.J., 1977. Adaptation des méthodes de conservation des sols aux conditions écologiques et socio-économiques de l'Afrique de l'Ouest. *Agronomie tropicale*, 32 (2) : 132-140.
- Roose E.J., 1984. Impact du défrichement sur la dégradation des sols tropicaux. *Machinisme agricole tropical* (87) : 24-36.
- Scott J., 1985. *Weapons of the weak : everyday forms of peasant resistance*. Yale University Press, New Haven.
- Scott J.C., 1976. *The moral economy of the peasant: rebellion and subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press, New Haven, CT.